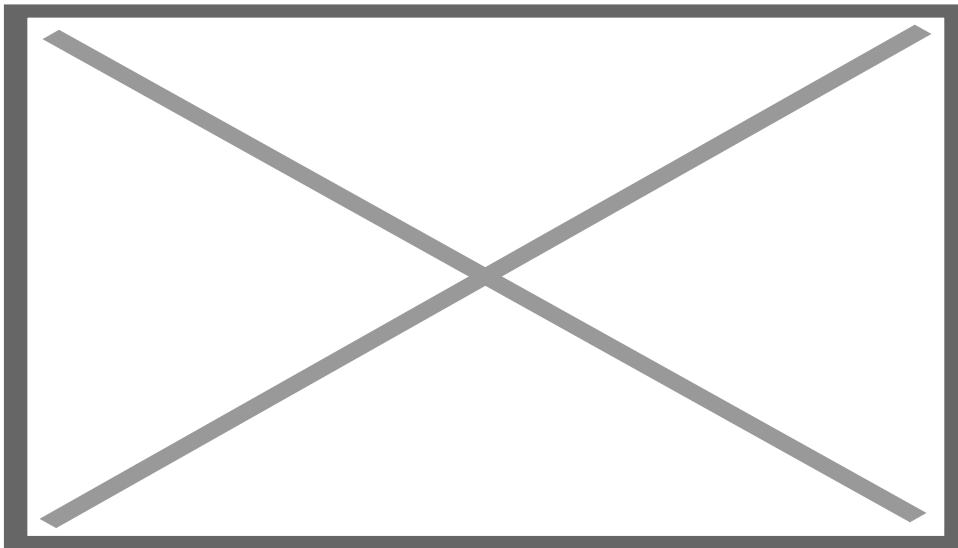


## Comment les Palestiniens devraient répondre à la formule « un seul État » de Trump

### Description

19 février 2017, par Alaa Tartir et Tareq Baconi

*Les Palestiniens doivent dire clairement que le seul préalable requis pour une paix durable, c'est la justice sur leurs terres.*



*Le seul préalable à la paix est la fin de l'occupation militaire d'un autre peuple par Israël*  
[Photo:Reuters]

Le rôle de l'administration américaine en tant que courtier malhonnête de la paix entre les Palestiniens et les Israéliens ne pouvait être mieux illustré que par les conférences de presse de la semaine dernière avec le président des États-Unis Donald Trump et le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

La rencontre entre ces deux dirigeants a constitué un tournant pour les Palestiniens. Selon le New York Times, c'était la première fois depuis le début du processus de paix qu'un président américain se défaisait de la notion comme quoi la solution à deux États ne pouvait être que le seul cadre possible pour la paix.

En l'espace de quelques minutes, le président Trump a détruit des décennies de diplomatie américaine soigneusement cultivée, bien que profondément imparfaite et biaisée. Cependant, il faut encore attendre de savoir si le « nouveau concept » de Trump voudra réellement signifier l'abandon de la formule imparfaite de la solution à deux États sur la durée de sa présidence.

---

Netanyahu n'a pas perdu de temps pour formuler une vision alternative, que Trump a paru incapable de proposer ou peu enclin à découvrir. Comme préférable à la paix, Netanyahu a déclaré que les Palestiniens devaient reconnaître Israël en tant qu'Etat juif et donner leur accord au contrôle sécuritaire continu par Israël de toute la terre à l'ouest du Jourdain.

« Que l'issue soit un Etat ou deux, l'important n'est pas le sujet aussi longtemps que celle-ci se fonde sur la fin de l'assujettissement militaire de la population palestinienne par Israël comme premier pas vers l'accomplissement des droits des Palestiniens. Tout éloignement de ce préférable est un éloignement d'une paix juste et durable. »

La vision conjointe des deux dirigeants faisait aussi allusion au fait qu'une approche régionale serait adoptée pour imposer un accord ou un cadre aux Palestiniens, tout en normalisant les relations entre Israël et les alliés régionaux de l'Amérique.

Le cadre proposé par Netanyahu a été l'articulation la plus évidente d'une réalité à un seul Etat, si tant est qu'il y en ait jamais eu une. Sa version de cette réalité est celle où Israël garde un contrôle territorial absolu sur toute le territoire du Mandat sur la Palestine, sans conférer aucun droit politique aux habitants palestiniens de ce territoire.

Ce n'est pas une vision nouvelle. Même le dirigeant israélien vanté comme faiseur de paix, Yitzhak Rabin, avait annoncé dans son discours à la Knesset à propos de la ratification des Accords de Paix d'Oslo : « Nous aimerions que cette [entité palestinienne] soit une entité qui soit moins qu'un Etat ».

Ce but et le préférable à la paix annoncé par Netanyahu sont fondamentalement vicieux et diamétralement en porte faux avec l'exigence palestinienne de droits internationalement ratifiés.

Cette perspective à un seul Etat ne laisse pas de place pour le droit à l'autodétermination auquel aspire le peuple palestinien par la création de leur propre Etat sur ce que sont maintenant les territoires palestiniens occupés de Cisjordanie, de la Bande de Gaza et de Jérusalem Est.

Au contraire, la perspective de Netanyahu maintient le statut des habitants palestiniens des territoires en tant que citoyens de deuxième classe : vivant dans un Etat fondamentalement juif qui refuse de leur accorder la citoyenneté ou les droits politiques, en d'autres mots, l'apartheid.

En réalité, le seul préférable à la paix, et celui qui a été gravement absent des conférences de presse, c'est la fin de l'occupation armée d'un autre peuple par Israël, acte de guerre qui entre dans sa cinquanteième année.

Que l'issue soit un Etat ou deux, l'important n'est pas le sujet aussi longtemps que celle-ci se fonde sur la fin de l'assujettissement militaire de la population palestinienne par Israël comme premier pas vers l'accomplissement des droits des Palestiniens. Tout éloignement de ce préférable est un éloignement d'une paix juste et durable.

Alors, que doivent faire les Palestiniens à la suite de cette déclaration publique de l'intention de faire évoluer l'occupation israélienne vers une forme de contrôle perpétuel sanctionné et légitimé par les Américains ?

Tout d'abord, l'actuelle direction de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) et de l'Autorité Palestinienne (AP) doivent cesser de vivre sur le mythe d'un Etat indépendant.

---

La vision de Netanyahu est une honnête réflexion sur la base de la situation actuelle d'Israël. Ceci ne devrait laisser absolument aucun doute sur le fait que les vestiges de souveraineté de l'AP n'evolueront jamais plus loin que les tâches administratives qui lui ont été assignées par les Accords d'Oslo en 1993.

Au lieu d'acquiescer à une souveraineté tronquée, les Palestiniens doivent résolument s'orienter vers un projet national fondé sur les droits dont le but est d'obtenir l'égalité pour tous les habitants entre le fleuve et la mer.

L'OLP doit définitivement convoquer le cadre d'après les Accords d'Oslo et arrêter de subir le coût de l'occupation. Ceci pourrait bien signifier la reconfiguration immédiate des devoirs de l'AP, particulièrement lorsqu'il s'agit de la coordination de la sécurité avec Israël.

Cette reconfiguration est essentielle si la direction palestinienne souhaite devenir un acteur pertinent dans les trajectoires diplomatiques en cours de développement.

Le discours d'Abbas prévu pour la fin du mois à l'ONU à Genève lui offre une précieuse opportunité d'envoyer un message déterminé à la communauté internationale comme quoi les Palestiniens ne se plieront plus du tout aux arrangements de ce « processus de paix ».

Tout aussi important, la direction palestinienne doit faire face à ces nouvelles menaces, qui se manifestent par une alliance plus que cynique Trump-Netanyahu, en achevant enfin son travail interne si longtemps différé. La division intra-palestinienne vieille de dix ans est un point de départ vital.

Si le Hamas et le Fatah souhaitent être utiles à la lutte des Palestiniens pour l'autodétermination, ils doivent enfin mettre les intérêts nationaux au-dessus des ambitions partisans. Réaliser l'unité nationale donnera des forces aux Palestiniens pour résister à cette tentative d'arabisation de leurs aspirations nationales.

L'unité nationale doit se fonder sur la réactivation du travail participatif des processus de décision à l'intérieur de l'OLP. La crise de légitimité de l'actuelle direction est tout à fait déstabilisante. Il faut proposer un agenda politique intégrant pour faire émerger une future direction qui soit responsable de son peuple et de ses aspirations.

Tout en se consacrant à ces urgentes réformes internes, la direction palestinienne doit s'assurer que l'alliance régionale qui émerge entre Israël et les autres États de la région ne se fasse pas aux dépens des droits des Palestiniens.

S'orienter vers un combat fondé sur les droits qui se débarrasse des performances d'un pseudo État, réaliser l'unité, et faire du lobbying auprès des alliés régionaux, toutes ces actions sont parfaitement réalisables et atteignables, si la volonté politique existe.

Les Palestiniens ne doivent pas rester inertes tandis que Netanyahu, encouragé par une administration Trump mallable, consolide la vision suprémaciste d'extrême droite d'Israël sur la terre palestinienne. Les Palestiniens ont une pléthore d'outils à leur disposition dans l'arène internationale qui leur permettent de sauvegarder leurs droits et de faire porter par Israël le coût des violations qu'il leur inflige.

Devant le quitte ou double de ces initiatives internationales, les Palestiniens doivent faire savoir que le seul préalable nécessaire à une paix durable, c'est la justice sur leurs terres, quel que soit le

cadre politique que cela représente.

Alaa Tartir est le directeur de programme de Al-Shabaka : Réseau Politique Palestinien. Il est aussi un chercheur post doctoral au Centre de Politique Stratégique de Genève et chargé de recherche invité au Centre sur les conflits, le Développement et la Consolidation de la Paix de l'Institut Universitaire de Genève, Suisse. Suivez Alaa Tartir sur Twitter : @alaatartir

Tareq Baconi est le représentant politique de Al-Shabaka aux Etats Unis, Réseau Politique Palestinien. Son livre, Hamas : la Politique de Résistance, l'Ancre à Gaza, va sortir à la Stanford University Press.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source: [Aljazeera](#)

**date création**  
2017/02/28